

Inaugurée le 20 octobre, la Casita est un lieu d'accueil et d'écoute unique sur le département destiné aux adolescents en souffrance et à tous ceux qui se posent des questions.

Plus vraiment féérique, le monde de l'adolescence. Ce passage de l'enfance à l'âge adulte où l'on doit gérer de front un corps qui se transforme, les premières amours et l'inconnue de la sexualité, la pression scolaire, familiale... "On protège son enfant lorsqu'il est petit et d'un seul coup, on le lâche. Souvent, les adolescents se retrouvent dans une grande solitude", constate le professeur Marie-Rose Moro, chef du service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent de l'hôpital Avicenne (Bobigny). "Il faut pouvoir s'imaginer qu'ils souffrent, apprendre à reconnaître la tristesse, la dépression, l'inquiétude, les questions sans réponse. Cela peut se traduire par du désinvestissement, des ruptures, de l'agressivité... On banalise souvent en oubliant vite qu'il s'agit d'un âge difficile qui nécessite toute notre attention." Pourtant, en France, la prise en charge des adolescents en situation de souffrance psychique est très insuffisante et inadaptée. Notre pays est l'un des pays d'Europe qui a un des taux les plus élevés de suicide chez les jeunes.

En Seine-Saint-Denis où 28% de la population a moins de 20 ans, de nombreux jeunes sont confrontés à la précarité, aux difficultés d'insertion, à l'échec scolaire, au chômage de leurs parents... "Ils souffrent beaucoup du regard que l'on porte sur eux, jeunes du 93. Un regard très stigmatisant", poursuit Marie-Rose Moro. Dans ce département, le déficit de l'équipement en psychiatrie pour l'adolescent est criant. Face à cette pénurie, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris a imaginé, avec d'autres institutions dont le Conseil général (1), un lieu d'accueil pour l'adolescent, la Casita (en espagnol, petite maison). Une maison inaugurée le 20 octobre (2), implantée aux portes de l'hôpital Avicenne. Cette ancienne demeure autrefois réservée au directeur de l'hôpital a été entièrement restaurée. La Casita propose aux jeunes de 12 à 21 ans et à leurs familles un lieu d'accueil, de consultations et de soins. Cette maison s'appuie sur un réseau de professionnels de l'adolescence constitué il y a trois ans, qui regroupe l'école, la santé scolaire, le



Photo : Réa

LA CASITA

LA PETITE MAISON DES ADOS

▲
"On oublie vite qu'il s'agit d'un âge difficile qui nécessite toute notre attention."

Conseil général, le tribunal, la protection judiciaire de la jeunesse, la psychiatrie adulte et celle de l'enfant et de l'adolescent, la médecine de ville, la pédiatrie, les missions locales... "L'idée n'est pas d'attendre d'avoir envie de se suicider pour venir, insiste Marie-Rose Moro. Ici, c'est un lieu ouvert pour répondre à toutes les questions des adolescents. Nous essayons d'intervenir en amont et de nous adapter à eux."

Ainsi, la Casita est une maison où l'on vient sans rendez-vous, accompagné de ses parents ou d'un professionnel. Où la pluridisciplinarité est le maître mot. Pédiatres, pédopsychiatres, éducateurs, assistants sociaux, juristes ouvrent un large champ d'interventions : que ce soit pour des évaluations scolaires, des entretiens éducatifs ou sociaux, des informations juridiques... Parallèlement, des groupes d'activité proposent des ateliers d'écriture, de musique, de peinture, du psychodrame. "Les adolescents qui n'arrivent pas à s'exprimer par la parole peuvent le faire différemment, par des médiations artistiques", poursuit le professeur. Quelquefois, une ou deux visites

suffiront pour résoudre un problème. Mais pas toujours. Alors, un projet individualisé se construit et grâce au réseau de professionnels existant, l'adolescent est orienté vers un spécialiste, une structure près de chez lui. Toujours empreint du même souci de s'adapter aux jeunes, la Casita se veut transculturelle. "Nous prenons en compte la culture et la langue de la famille, des thérapeutes du monde entier travaillent avec nous. Souvent, les parents immigrés ont été négligés. La guerre d'Algérie, par exemple, a laissé des séquelles, cette histoire ne s'est pas transmise. On a fabriqué des ruptures et des non-dits. Combattre la violence chez les jeunes passe aussi par la reconnaissance de la mémoire !" ■

(1) Pour un coût global de 1,3 million d'euros, la Région a versé 200 000 euros, l'Etat 180 000 euros, le Département 115 000 euros.

(2) En présence notamment d'Hervé Bramy, président du Conseil général, de Bernadette Chirac, présidente de la Fondation Hôpitaux de Paris et de France, de Marie-José Roig, ministre de la Famille et de l'enfance et de Philippe Douste-Blazy, ministre de la Santé.

Nadège Dubessay